



TOUS EN GREVE LE 20 NOVEMBRE

Les fédérations de la Fonction publique, CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES, CFTC, constatent que les deux revendications prioritaires, le pouvoir d'achat et l'emploi public, ne sont toujours pas prises en compte par le gouvernement.

- Face aux exigences d'augmentation de la valeur du point d'indice pour un réel maintien du pouvoir d'achat pour tous, et de refonte globale de la grille indiciaire, sont évoquées par le gouvernement des « mesures concrètes et ciblées » sur une partie des agents de la Fonction publique.
- Face aux exigences d'un service public de qualité et de proximité, répondant encore mieux aux besoins de toute la population, basé sur des emplois publics statutaires, il est répondu par le Premier ministre : « Moins de services, moins de personnels, moins d'Etat », confirmé par la suppression de plus de 22 000 postes dans le projet de budget 2008.

Devant le refus persistant du gouvernement de répondre aux exigences et face à ces reculs inacceptables pour les personnels et les usagers, nos organisations considèrent que l'heure est venue d'une riposte d'envergure pour obtenir satisfaction.

Dans la continuité de leurs démarches et alors que se construit en France un mouvement d'ampleur de contestation (SNCF, EDF, lycéens et étudiants, LCL (ex Crédit Lyonnais), Justice...), les organisations appellent tous les agents des trois versants de la Fonction publique (Etat, territoriaux, hospitaliers) à faire grève, à se rassembler et à manifester le 20 novembre 2007 (jour du vote du budget à l'Assemblée Nationale) dans toute la France, sur nos exigences

**pour les salaires, l'emploi public, la défense du service public,
de ses missions et du statut de la Fonction Publique**

Sarkozy et le gouvernement refusent une augmentation salariale générale en 2007 et 2008.

Les mesures partielles et ciblées proposées (primes, heures supplémentaires, indemnités) ne seront attribuées qu'à environ 2% des personnels.

La suppression d'un fonctionnaire sur 2, l'augmentation de la précarité, le choix entre statut et CDI procèdent de la même volonté de démanteler le Statut de la Fonction publique au détriment de la qualité du service public.

Les fonctionnaires ont perdu près de 6% de pouvoir d'achat depuis 2000 : exigeons l'augmentation immédiate du point d'indice !

Le service public doit répondre à l'intérêt général.

C'est le sens de l'action de nos organisations. La course à la déréglementation et à la privatisation en France et en Europe n'est pas inexorable. Pour préserver le principe d'égalité et de continuité du service public sur tout le territoire, nous avons besoin d'un statut préservant la neutralité du fonctionnaire, d'un maillage s'opposant à la désertification et favorisant la cohésion sociale.

Les services publics permettent le développement du secteur privé car ils fournissent aussi les services nécessaires à l'entreprise et à ses salariés.

Le pays tout entier a besoin de ses services publics : défendons-les !

**Les fédérations nivernaises de la Fonction Publique,
CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES, CFTC
appellent l'ensemble des personnels
à la grève le mardi 20 novembre
à manifester à Nevers à 15 h.30 (départ place Carnot)**